

<http://lipietz.net/Inventons-la-civilisation-post-petrole-et-solidaire>

Inventons la civilisation post-pétrole et solidaire

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mardi 19 août 2008

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

"INVENTONS LA CIVILISATION POST-PETROLE ET SOLIDAIRE"

Ouvrons n'importe quel journal imprimé, audiovisuel ou internet. Pas un numéro qui n'évoque, à la rubrique « environnement », l'ampleur de la crise écologique sous toutes ses formes (dérèglement climatique, crise pétrolière, pollution de l'air, fuites radioactives, émeutes de la faim, cyclone, etc.), et à la rubrique « économie » ou « social », la crise du pouvoir d'achat et ses conséquences (moral des ménages en berne, manifestations de pêcheurs et de routiers, saison touristique morose, chute de la bourse, licenciements massifs dans l'automobile et l'aéronautique, etc.).

Pas un, ou presque, ne se pose la question : Et s'il ne s'agissait que d'une seule et même crise ?

Celle d'un modèle de société bâtie sur une croissance érigée en Graal de plus en plus inatteignable en raison de l'épuisement de nos ressources - notamment énergétiques - qui font maintenant l'objet d'une concurrence acharnée pour s'en assurer la maîtrise et la distribution.

Les limites d'un tel système sont évidentes : le « logiciel » des Trente Glorieuses ne fonctionne plus. C'est l'humanité toute entière qui est concernée, riches comme pauvres, chaque écosystème qui est gravement menacé, chaque Etat qui doit répondre à de nouveaux défis....

« NOUS N'AVONS QU'UN SEUL MONDE » : JAMAIS CE SLOGAN DES ECOLOGISTES N'A ÉTÉ AUTANT D'ACTUALITÉ.

Il faut donc apporter des solutions aux « deux crises », (écologique et sociale), en parvenant à dépasser enfin la contradiction entre réponses à la crise environnementale qui apparaissent parfois élitistes, voire anti-sociales, et réponses à la crise dite « du pouvoir d'achat » qui peuvent apparaître anti-environnementales, en ce qu'elles tendent à perpétuer des logiques énergétivores et gaspilleuses.

Ces solutions existent. Elles permettent à la fois de réduire notre empreinte écologique (l'impact environnemental de notre mode de vie), de renforcer la solidarité en accroissant les droits des plus fragiles, de dynamiser l'économie en la rendant plus robuste face aux crises à venir, d'améliorer enfin la qualité de la vie grâce au renforcement des liens sociaux et au mieux vivre ensemble.

DES EXEMPLES ?

Lorsqu'on diminue l'usage régulier de l'automobile, en renforçant les transports collectifs ou en créant « vélib », on réduit la pollution, les gaz à effet de serre, la consommation pétrolière, tout en améliorant le droit à la mobilité de ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir une voiture et la santé de ceux qui font du vélo régulièrement. On crée, d'autre part, de nombreux emplois non délocalisables donc plus robustes face aux risques de la mondialisation. Et la ville devient moins stressante.

De même, si on remplace les voitures hyper consommatrices et polluantes (à commencer par les 4x4) par des véhicules plus petits, moins lourds, bridés à 120 km/h, on diminue la pollution et on réduit les coûts pour l'utilisateur à la pompe. On ouvre aussi la possibilité de préservation de dizaines de milliers d'emplois, aujourd'hui menacés dans l'industrie automobile, en engageant une reconversion industrielle liée à ce changement d'usage de la voiture.

Lorsqu'on isole thermiquement les logements, qu'on en profite pour développer les énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie). Non seulement on diminue ainsi les gaspillages, mais on diminue aussi le coût des charges locatives (notamment dans les logements sociaux). Et on revitalise l'économie en diminuant la facture pétrolière et en créant des centaines de milliers d'emplois non délocalisables.

Quand on privilégie la consommation de fruits et légumes de saison, produits si possible biologiquement et à des distances raisonnables, on réduit fortement le gaspillage énergétique et on améliore notre santé. Mais on réduit également le coût pour les ménages (surtout si on met en place une « carte fruits et légumes » pour les ménages démunis, comme les Verts l'ont proposé à Paris) et on favorise la création d'emplois pérennes dans l'agriculture, beaucoup moins dépendants des aléas des cours internationaux.

Et dans les éco-quartiers, dans les jardins partagés, la qualité des rapports humains retrouvés est le meilleur antidote contre les violences et les discriminations, tout comme la création de lieux de loisirs de proximité (le « revenu en nature ») pour les 48% de Français qui ne peuvent partir en vacances...

On pourrait multiplier ainsi les exemples : la mutation de la pêche vers une pratique qui préserve la ressource halieutique et diminue la consommation pétrolière, la mutation du tourisme de masse, de l'avion vers le train (au moins pour les voyages intra-continentaux), tout en privilégiant la durée des séjours, le basculement du transport de marchandises vers le rail...

ANTICIPER LA RECONVERSION ECONOMIQUE

Dans tous les cas, la reconversion doit être anticipée dès maintenant et accompagnée par les pouvoirs publics, sinon elle sera bien plus douloureuse et coûteuse demain, surtout pour les plus vulnérables.

Ces solutions ne s'appliquent pas qu'aux seuls « pays riches ». Développer les fours solaires, accroître les surfaces agricoles dédiées aux cultures vivrières plutôt qu'au bétail et à l'exportation, donner droit à chacun à une éducation, notamment aux jeunes filles, c'est diminuer la désertification, renforcer la sécurité alimentaire, éviter les naissances non volontaire ; c'est permettre, tout en préservant la biodiversité, la viabilité économique de nombreux pays menacés par la crise écologique.

Tous ces changements sont non seulement possibles (2% du PNB, selon Nicholas Stern, un sixième des dépenses militaires du monde, selon Lester Brown), mais indispensables si nous voulons éviter que l'humanité continue de foncer dans le mur.

Encore faut-il s'en donner les moyens, en encourageant les innovateurs techniques et sociaux, en orientant la fiscalité à bon escient, en investissant pour les générations futures au lieu de gaspiller le capital qui nous a été légué par les précédentes.

NI CATASTROPHISME, NI FATALITE

Il ne s'agit pas ici de faire du catastrophisme, mais d'attirer l'attention sur la spirale extrêmement lourde dans laquelle nous sommes entrés avec l'énergie chère et le dérèglement climatique.

Elle menace profondément les équilibres écologiques, économiques, politiques, sociaux et alimentaires. Et les plus vulnérables seront toujours les mêmes, ceux qui sont en bas de l'échelle. On le voit dès aujourd'hui : l'accroissement du prix du pétrole touche des professions fragilisées, des ménages en difficulté et souvent otages de leur voiture. Le manque d'anticipation des pouvoirs publics était coupable hier, l'inaction d'aujourd'hui est criminelle.

Notre responsabilité est de montrer qu'il n'y a pas de fatalité, que les solutions existent et qu'elles ne consistent ni à revenir un siècle en arrière, ni à renforcer la loi du plus fort, mais à inverser les priorités : sobriété ne signifie pas

régression mais modernité et progrès ; écologie ne signifie pas masochisme mais qualité de vie ; décroissance ne signifie pas récession, mais définition d'un projet de société où « vivre mieux » n'est plus lié à « produire et consommer plus ».

Le Protocole de Kyoto sur le dérèglement climatique - le premier traité international « décroissant » - a d'ailleurs ouvert la voie à cette révolution culturelle.

Nous sommes conscients qu'il ne suffit pas d'alerter sur la gravité de la crise.

Écologistes, nous avons trop souvent négligé le caractère anxiogène de cette alerte ainsi que ses limites. Parce qu'elle aggrave des contradictions au cœur même de la société, elle peut conduire au déni et à l'inaction des décideurs politiques, à l'incompréhension, voire à la révolte, des plus vulnérables socialement qui se sentent menacés par nos propositions, alors qu'ils le sont bien plus encore par la crise.

DES ECOLOGISTES RASSEMBLES AUTOUR DE L'ENJEU DE CIVILISATION DU 21EME SIECLE

Il nous revient donc la responsabilité de montrer que nous ne cherchons pas à exploiter l'angoisse mais que les responsables politiques ont la capacité à prendre en charge la crise, à condition d'effectuer le bon diagnostic. Les réponses techniques existent, nous les connaissons. A eux, à nous d'expliquer maintenant que chacun peut prendre sa part dans cette mutation, que cette mutation peut être équitable et qu'elle peut réduire l'injustice sociale là où la crise l'aggraverait.

C'est un vrai défi politique qui passe par la construction de nouveaux schémas mentaux, d'une nouvelle culture, au sens global du terme, permettant d'analyser et surtout de dessiner ce nouvel avenir.

C'est autour de ce projet de décroissance solidaire, d'une société plus humaine, plus conviviale, plus sûre aussi que doivent dorénavant se rassembler les écologistes s'ils veulent que leurs idées se traduisent en politiques publiques.

Ne ratons pas cet enjeu de civilisation pour le 21ème siècle.

DENIS BAUPIN, maire adjoint de Paris, MARIE BLANDIN, sénatrice, YVES COCHET, député, MIREILLE FERRI, vice présidente région Ile de France,

MARIE ANNE ISLER BEGUIN, députée européenne, ALAIN LIPIETZ, député européen, NOËL MAMERE, député, JACQUES MULLER, sénateur,

PASCAL CANFIN, responsable de la commission Economie des Verts.

PS:

[Photo](#) yves.lecoq, sous licence [CC](#).